TICAD

Rapport 2018

—Progrès accomplis et voies à suivre—

TICAD
Ministerial Meeting
6-7 October 2018 Tokyo Japan

Table des matières

Introduction 2

Section 1 : Tendances et défis du développement depuis la TICAD VI

1.1 Perspectives économiques en Afrique 3
1.2 Changements dans l'environnement social et naturel 4
1.3 Paix, stabilité et gouvernance dans la région 4
1.4 Renforcement de la connectivité 4

Section 2 : Transformation économique pour une croissance inclusive

2.1 Développement du secteur privé axé sur les MPME 5
2.2 Agriculture, agro-industrie et moyens de subsistance des agriculteurs 6
2.3 Économie bleue et sécurité et sûreté maritimes 7
2.4 Science, technologie et innovation 8
2.5 Développement énergétique et accès à l'énergie 9

Section 3 : Société saine, durable et stable pour la sécurité humaine

3.1 Systèmes de santé résilients rendus possibles par la fourniture de la CSU et de services de qualité 10
3.2 Développement humain et éducation, y compris l'autonomisation des jeunes et des femmes 11
3.3 Développement urbain et villes propres et durables 12
3.4 Réponse aux défis du changement climatique, réduction et gestion des risques de catastrophe 13
3.5 Paix, stabilité et État de droit 14

Section 4 : Renforcement de la connectivité en Afrique et ailleurs

4.1 Connectivité physique, y compris via une infrastructure de qualité 15
4.2 Connectivité numérique à travers l'usage des TIC 16
4.3 Connectivité institutionnelle, intra-africaine et internationale 16
4.4 Connectivité de personne-à-personne dans le tourisme, la culture, le sport et le monde universitaire 17
4.5 Coopération Sud-Sud et triangulaire 18

Introduction

La TICAD est un forum multilatéral auquel participent des pays et des institutions d'Afrique, des organisations internationales de développement et des pays partenaires ainsi que le secteur privé et des organisations de la société civile. La TICAD repose sur le double principe de l'appropriation africaine et du partenariat international, soutenu par l'engagement de nombreuses parties prenantes et leur alignement sur le programme d'action que l'Afrique s'est choisi, et fondé sur la sécurité humaine et le développement humain axé sur les besoins de la population ainsi que sur des mécanismes de suivi intégrés.

La TICAD étant un forum ouvert et inclusif qui repose sur la collaboration et les initiatives d'un large éventail d'acteurs, le présent « Rapport TICAD 2018 : Progrès accomplis et voies à suivre » fournit un aperçu des tendances et des défis de la situation socioéconomique en Afrique. Il met en lumière les initiatives des co-organisateurs de la TICAD (le Gouvernement du Japon, la Commission de l'Union africaine (CUA), les Nations Unies, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique des Nations Unies (UN-OSAA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque mondiale) et d'autres parties prenantes à l'appui du Plan d'action de Yokohama de la TICAD V et le Plan de mise en œuvre de Nairobi de la TICAD VI, en vue d'identifier les priorités pour la TICAD 7 qui devrait se tenir l'année prochaine à Yokohama.

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, le rapport est structuré en quatre sections. La section 1 met en lumière les nouvelles tendances et les nouveaux défis en matière de développement intervenue depuis la TICAD VI. La section 2 rend compte de l'action des parties prenantes en faveur de la transformation économique pour une croissance inclusive. La section 3 décrit quant à elle les mesures destinées à promouvoir une société saine, durable et stable pour la sécurité humaine. La section 4 examine les efforts visant à renforcer la connectivité en Afrique et ailleurs.

Domaines prioritaires de la TICAD V et piliers de la TICAD VI

TICAD V Plan d'action de Yokohama 2013-2017

Domaine prioritaire 1 : Promotion de la croissance induite par le secteur privé
Domaine prioritaire 2 : Accélération du développement des infrastructures
Domaine prioritaire 3 : Autonomisation des agriculteurs en tant que principaux acteurs économiques
Domaine prioritaire 4 : Promotion d'une croissance durable et solide
Domaine prioritaire 5 : Édification d'une société inclusive pour la croissance
Domaine prioritaire 6 : Consolidation de la paix, de la stabilité et de la bonne gouvernance

TICAD VI Plan de mise en oeuvre de Nairobi

Pillier 1 : Promouvoir la transformation économique structurelle grâce à la diversification économique et à l'industrialisation
Pillier 2 : Promouvoir des systèmes de santé résilients pour améliorer la qualité de vie
Pillier 3 : Promouvoir la stabilité sociale pour une prospérité partagée

Section 1 :
Tendances et défis du développement depuis la TICAD VI

Cette section examine les tendances macroéconomiques, les derniers développements dans les domaines sociaux et environnementaux ainsi que l'état de la sécurité et la stabilité en Afrique depuis 2016, en vue de contribuer à façonner la mise en œuvre de la TICAD VI et à préparer le positionnement pour la TICAD 7.

1.1 Perspectives économiques en Afrique

L'économie africaine a touché son creux cyclique en 2016 en raison des fluctuations des cours des produits de base associées à une accalmie de la demande mondiale. Cela a mis en évidence de manière plus visible le défaut structurel dont souffre la gestion économique du continent, lié à une forte dépendance à la production et aux exportations de produits primaires. Cependant, l'économie africaine est désormais engagée sur la voie de la reprise. Six des douze économies les plus dynamiques au monde entre 2016 et 2017 étaient en Afrique[1]. L'Afrique devrait voir son économie croître d'environ 4 % par an entre 2018 et 2020 et les perspectives s'annoncent prometteuses pour la suite. Par exemple, environ 23 pays africains devraient afficher une croissance de 5 % et plus entre 2020 et 2023 contre 12 seulement entre 2016 et 2017[2]. Nombreux sont les pays africains qui accordent la priorité à la diversification économique et à la valeur ajoutée. La formation brute de capital fixe a affiché une forte tendance à la hausse, ce qui continuera de soutenir la croissance économique dans la région.

Parmi les autres variables macroéconomiques qui jettent les bases d'une croissance économique accrue figurent des taux d'inflation stables et faibles. L'inflation était à un seul chiffre dans plus de 40 pays entre 2015 et 2016 et s'est ralentie dans au moins cinq pays. Bien que la performance de l'Afrique sur l'échelle de l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial ait légèrement diminué, dix des pays du continent se sont hissés parmi les 100 premiers pays du classement en 2017, alors que plus de 17 autres ont amélioré leur score de 2017 par rapport à 2016. Le Rapport sur la compétitivité mondiale 2018 fait état des améliorations observées dans la région au cours de cette période, tant au niveau de l'infrastructure, de l'état de préparation de la technologie et de la taille des marchés qu'au niveau de la sophistication des entreprises. La signature de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) figure parmi les facteurs qui devraient façonner des perspectives plus prometteuses pour l'avenir.

crédit photo PNUD

L'urgente nécessité de combler le déficit d'infrastructure et de promouvoir une croissance inclusive pèse lourdement sur l'accumulation des dettes extérieures attribuable à l'expansion rapide des dépenses publiques. Le financement concessionnel dans le secteur public jusqu'alors limité est également en augmentation et l'emprunt par le biais des circuits commerciaux pourrait devenir un fardeau pour de nombreux pays. Cette tendance aggrave le déficit de la balance courante et affecte la viabilité de la dette sur le continent dans plusieurs pays. Bien que la condition de la viabilité de la dette pour la région soit en moyenne stable, le ratio d'endettement de certains pays africains devient insoutenable. Par exemple, au moins huit pays dépensent plus de 2,5 % de leur PIB en paiements d'intérêts, et le ratio de la dette au PIB est supérieur aux seuils du FMI dans au moins 11 pays. Cela sous-tend l'impératif de surveiller la structure de la dette et de promouvoir les investissements directs étrangers sur le continent.

En 2016 et 2017, la croissance du PIB par habitant est tombée à son niveau le plus bas au cours des deux dernières décennies en raison de la faible croissance économique accompagnée d'une croissance démographique annuelle de plus de 2 %. Cela reflète

crédit photo ONU

également des défis pressants tels que des infrastructures physiques faiblement développées, des investissements privés limités et une productivité insuffisante par rapport à la moyenne des autres économies émergentes et en développement.

Pour suivre les changements à moyen et à long terme et réaliser une croissance inclusive, il est essentiel de faire avancer les réformes structurelles par un engagement soutenu en faveur d'une gouvernance transparente et responsable, d'instaurer un environnement commercial propice aux investissements privés, de garantir la sécurité et la sûreté, de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, ce qui permettra aux pays d'investir dans le capital physique et humain, d'assurer le bien-être social de leur population et atteindre la stabilité budgétaire. La diversification économique est toujours en cours et doit être renforcée avec un accent tout particulier pour la promotion des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), l'amélioration de la productivité et le développement des agro-entreprises, ainsi que la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation (STI). Les efforts visant à assurer le bon fonctionnement des parcs industriels, des centres d'incubation et des zones économiques spéciales sont essentiels pour promouvoir la diversification économique sur le continent.

1 Il s'agit de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, du Mozambique, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de la Tanzanie.
2 Ces chiffres sont basés sur des calculs effectués à partir des projections du Fond monétaire international provenant de sa base de données Data Mapper.

1.2 Changements dans l'environnement social et naturel

Le développement durable exige une approche axée sur la sécurité humaine et le développement humain, y compris pour les jeunes, les femmes et les personnes les plus vulnérables. Depuis la TICAD VI, l'Afrique a enregistré des progrès en matière de développement humain, tels que mesurés par l'indice composite reposant sur l'espérance de vie, le niveau d'éducation et des revenus décents. Cependant, la réapparition de foyers de maladies infectieuses telles que la maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo a tendance à faire reculer les progrès déjà réalisés dans ce domaine. Cela sous-tend la nécessité de poursuivre les efforts pour mettre en place des systèmes de santé réactifs et résilients.

L'Afrique est la région la plus jeune au monde avec une population composée à 60 % par des jeunes de moins de 25 ans, contre une moyenne mondiale de 42 %. Sa population jeune pourrait lui servir d'atout si elle était suffisamment développée et habilitée. Sinon, le chômage des jeunes menace de constituer un risque pour la stabilité sociale et politique. La faible croissance économique accompagnée d'une augmentation rapide de la main-d'œuvre contribue à un taux de chômage élevé, une diminution progressive du nombre de travailleurs pauvres et un accroissement de l'emploi vulnérable.

L'urbanisation rapide a entraîné la pollution et la détérioration d'environnement urbain, faisant peser de fortes pressions sur les services d'eau et d'assainissement, une situation aggravée par la surpopulation de villes. Le parti pris urbain dans les politiques de développement a parfois évincé l'investissement au profit des moyens d'existence ruraux. Garantir l'accès à l'énergie non seulement dans les villes mais aussi dans les régions rurales est également une des clés du développement durable.

crédit photo ONU

Selon les estimations avancées, les pertes économiques liées aux conditions climatiques en Afrique devraient s'intensifier au cours des quarante prochaines années. La sécheresse, les vagues de chaleur, les glissements de terrain et les inondations causent déjà de graves dégâts en Afrique, d'où l'importance de renforcer davantage la résilience aux catastrophes naturelles.

1.3 Paix, stabilité et gouvernance dans la région

En Afrique, l'indice de gouvernance globale augmente en moyenne de 1,4 % par an depuis 2007. La sécurité et l'État de droit ainsi que la participation citoyenne et les droits de l'homme se sont améliorés au cours de la même période. Les pays africains se démocratisent. Certains ont connu des transitions politiques au cours des deux dernières années et, d'ici fin 2018, des élections seront organisées dans neuf pays. L'indice des troubles sociaux s'est également amélioré en Afrique, enregistrant un meilleur score que la moyenne mondiale pour la période couvrant 2016 et 2017. La lutte contre le terrorisme et le crime organisé ainsi que les efforts de consolidation et de maintien de la paix continuent d'être une priorité dans certains pays. Le processus démocratique, l'État de droit et la bonne gouvernance devraient être mieux assurés en renforçant les principales institutions nationales et en répondant aux besoins des régions pauvres, marginalisées et non gouvernées. Le renforcement de la résilience des communautés face aux changements rapides économiques, sociaux, climatiques et politiques est essentiel pour garantir qu'aucun Africain ne soit laissé pour compte, tel que prévu dans le Programme 2030 de développement durable et l'Agenda 2063.

crédit photo PNUD

1.4 Renforcement de la connectivité

La consolidation des gains déjà acquis et la résolution des problèmes émergents sont essentielles pour assurer une prospérité partagée et des sociétés pacifiques et stables. Une connectivité accrue tend à fournir des solutions transversales pour surmonter les divers défis qui entravent la réalisation d'une Afrique prospère et pacifique. La connectivité peut être renforcée aussi bien entre les pays africains eux-mêmes qu'entre le continent et le reste du monde, par des moyens physiques (y compris une infrastructure de qualité), numériques, institutionnels ou interpersonnels (connectivité de personne-à-personne).

crédit photo JICA

Section 2 :
Transformation économique pour une croissance inclusive

Cette section passe en revue les progrès relatifs aux piliers pertinents des TICAD V et VI en présentant des exemples d'initiatives entreprises par les pays africains avec l'aide de coorganisateurs et d'autres partenaires de développement qui soutiennent la transformation économique sur le continent. Elle s'articule autour des thèmes clés mis en évidence par la TICAD, à savoir : le développement du secteur privé, en particulier les MPME ; la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) ; l'agriculture et l'agroalimentaire ; l'économie bleue ; et l'énergie.

2.1 Développement du secteur privé axé sur les MPME

La TICAD souligne l'importance des MPME pour la création d'emplois et la croissance inclusive.

2-1-1 L'Initiative africaine pour les marchés inclusifs (AFIM)

La Commission de l'Union africaine (CUA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sollicitent la participation du secteur privé pour soutenir l'initiative Africa Inclusive Markets Excellence Centre (Centre d'excellence pour les marchés inclusifs en Afrique), tandis que par le biais de l'*Initiative africaine pour les marchés inclusifs* (AFIM), le PNUD vise à promouvoir les entreprises inclusives, la chaîne de valeur et l'intégration économique régionale en vue de favoriser la croissance inclusive, la création d'emplois et la sécurité alimentaire. Plus de 11 000 petits exploitants et MPME ont été soutenus par des interventions dans 6 chaînes de valeur agroalimentaires régionales en 2018. Des projets pilotes ont été mis en œuvre en Angola, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et en République démocratique du Congo. Des projets d'appui ont également été déployés au Burundi, au Gabon et en République centrafricaine.

Appui de l'AFIM aux petits exploitants

2-1-2 « Forum économique public-privé Japon-Afrique »

Le Forum économique public-privé Japon-Afrique, annoncé par le Premier ministre Shinzo Abe à l'occasion de la TICAD VI, s'est tenu en mai 2018 à Johannesburg, en Afrique du Sud, en présence de S.E. M. Cyril Ramaphosa, Président de la République d'Afrique du Sud et la participation de 28 ministres et représentations ministérielles de 42 pays africains. L'événement a rassemblé quelque 2 000 personnes issues des secteurs public et privé au Japon, en Afrique et dans des pays tiers, représentant plus de 100 entreprises japonaises, 400 entreprises africaines et nombre d'organisations internationales. Le résumé des travaux du forum a mis en évidence les quatre piliers suivants : i) la promotion du développement des infrastructures ; ii) l'élargissement des domaines d'activité tels que les technologies de l'information et des communications (TIC) et l'agriculture ; iii) l'augmentation du nombre d'acteurs économiques en encourageant les activités des PME et des start-ups ; et iv) l'amélioration du climat des affaires. Le forum a suscité un vif intérêt de la part des entreprises japonaises et africaines et insufflé un nouvel élan au développement des relations économiques entre le Japon et l'Afrique.

Forum économique public-privé Japon-Afrique (crédit photo JETRO)

2-1-3 FinTech

À l'instar de l'exemple pionnier des services bancaires par téléphonie mobiles « M-PESA » au Kenya, l'expansion de *FinTech* a contribué à l'inclusion financière en faisant accéder les particuliers et les MPME aux services bancaires de détail et aux produits d'assurance. FinTech a également attiré des investisseurs. En février 2018, l'Organisme japonais pour le commerce extérieur (JETRO) a dépêché une mission commerciale japonaise au Kenya pour rencontrer les start-ups et explorer les possibilités d'investissement.

Boutique de téléphonie mobile au Kenya (crédit photo JETRO)

2.2 Agriculture, agro-industrie et moyens de subsistance des agriculteurs

La TICAD réaffirme le rôle central de l'agriculture dans la croissance et le développement du continent et dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural.

2-2-1 Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

Lors de la TICAD IV en 2008, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le NEPAD et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont créé la *Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique* (CARD), avec l'objectif de doubler les niveaux de production de riz, qui étaient de 14 millions de tonnes en 2008, à 28 millions de tonnes d'ici 2018, en soutenant le développement des chaînes de valeur, l'agroécologie dans la production de riz, le renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud. Les 5 pays membres de CARD ont été ainsi soutenus dans leurs efforts visant à l'élaboration d'une stratégie de mécanisation du riz, tandis que 21 États membres ont développé des feuilles de route pour les semences améliorées de riz. La production annuelle de riz en Afrique subsaharienne en 2016 a atteint 26,14 millions de tonnes (statistiques de la FAO), soit un résultat d'environ 93,4 % de l'objectif visé au début.

Projet CARD au Cameroun (crédit photo JICA)

Projet CARD au Sénégal (crédit photo JICA)

2-2-2 L'Ethiopian Commodity Exchange (ECX)

L'*Éthiopian Commodity Exchange* (ECX), dont le PNUD a soutenu depuis la création, fournit un marché unique pour le café, principal produit d'exportation du pays et facilite les échanges entre les agriculteurs, les vendeurs, les transformateurs et les exportateurs. En éliminant les acteurs intermédiaires, l'ECX a relevé les niveaux d'intégrité, de sécurité et d'efficacité au sein du secteur agricole. En décembre 2017, son chiffre d'affaires était estimé à 1 milliard de dollars US. L'ECX est désormais une structure parfaitement fonctionnelle, pleinement nationale et entièrement prise en main par les autorités du pays. Depuis 2017, le PNUD appuie un renforcement des capacités de nature incitative pour mettre en place un système de commercialisation agricole basé sur la technologie. Le projet renforce le système éthiopien de traçabilité du café et prévoit de déployer de nouveaux centres commerciaux régionaux.

Des négociants en pleine activité dans une salle des marchés informatisée en Éthiopie

2-2-3 Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA)

La TICAD VI a également reconnu l'importance de la nutrition pour la sécurité alimentaire et la croissance durable à long terme. L'*Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique* (IFNA), une initiative lancée lors de la TICAD VI, vise à accélérer les actions en faveur de la nutrition en Afrique. Cette initiative a aidé les dix premiers pays qui y avaient adhéré à renforcer leurs politiques et leurs programmes visant à intensifier les interventions dans ce domaine. Des représentants gouvernementaux, des partenaires de développement, des instituts de recherche, des ONG et des entreprises privées ont participé à la première réunion de partenaires à Addis-Abeba en mai 2017 pour discuter de l'intégration de l'agriculture dans les activités multisectorielles destinées à favoriser la nutrition. Afin de préciser les domaines prioritaires, des stratégies nationales d'action (ICSAs, IFNA Country Strategies for Actions) sont en cours d'élaboration dans le cadre d'ateliers organisés dans les différents pays avec les parties prenantes concernées. En avril 2018, un atelier à l'échelle du continent s'est tenu au Sénégal pour dresser le bilan du processus de développement des stratégies ICSAs et échanger les bonnes pratiques permettant d'accélérer l'amélioration de l'état nutritionnel des populations.

Rassemblement communautaire sur les questions de nutrition au Ghana

2.3 Économie bleue et sécurité et sûreté maritimes

La TICAD VI reconnaît l'importance du rôle de l'économie bleue ou océanique dans les petits États insulaires et les pays côtiers d'Afrique.

2-3-1 Stratégie maritime intégrée de l'Afrique à l'horizon 2050

L'Union africaine a adopté la *Stratégie maritime intégrée de l'Afrique à l'horizon 2050* visant à promouvoir l'utilisation durable des ressources océaniques pour favoriser la croissance économique et l'amélioration des moyens de subsistance et des emplois, et accroître la sécurité et la sûreté maritimes. Dans certains pays d'Afrique, l'économie océanique contribue au quart des recettes et au tiers des recettes d'exportation. Aujourd'hui, plus de 12 millions de personnes travaillent dans le secteur de la pêche à l'échelle du continent. Cependant, les populations côtières sont de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique et la sécurité et la sûreté maritimes sont essentielles au développement de l'économie bleue.

Pêche artisanale, Guinée-Bissau

2-3-2 Réalisation de l'économie bleue à travers des projets nationaux et régionaux

Port de Tema au Ghana

La Banque mondiale soutient les pays côtiers et insulaires africains qui exploitent l'économie bleue grâce à des projets nationaux et régionaux axés sur la pêche, le tourisme, le transport maritime et le développement portuaire. Le Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest vise à renforcer la résilience face à l'érosion côtière, aux inondations et à la pollution au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, à Sao Tomé-et-Principe, au Sénégal et au Togo. Le projet est une collaboration entre les pays, les communautés côtières, les institutions internationales et régionales, et les partenaires de développement.

2-3-3 Centre régional de formation maritime de Djibouti

Des activités de formation et de renforcement des capacités liées au Code de conduite de Djibouti, mises en œuvre sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI), ont contribué à réduire la piraterie dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden.

Le *Centre régional de formation maritime* (CRFM) *de Djibouti*, financé principalement par le Japon par le biais du Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti, constitue une composante essentielle de la formation à la sécurité maritime dans la région du golfe d'Aden et de l'océan Indien occidental. Le Centre a été déclaré opérationnel par le Gouvernement de Djibouti en février 2017. Le Japon et la France y ont organisé, en octobre 2017, un séminaire conjoint sur la sécurité maritime, auquel ont participé nombre de pays.

Le Centre régional de formation maritime (CRFM) de Djibouti

2.4 Science, technologie et innovation

L'importance de la science, de la technologie et de l'innovation pour la croissance durable et le développement du continent est de plus en plus admise depuis la TICAD VI.

2-4-1 Institut des sciences fondamentales, de la technologie et de l'innovation de l'Université panafricaine (PAU-STI) hébergé par l'Université de Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie (JKUAT)

L'Union africaine a créé l'*Université panafricaine* (PAU) pour revitaliser l'enseignement supérieur et la recherche en Afrique et renforcer sa compétitivité mondiale. Les différents instituts thématiques de l'Université panafricaine sont hébergés dans les cinq régions géographiques de l'Afrique.

L'*Université de Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie* (JKUAT) abrite l'*Institut des sciences fondamentales, de la technologie et de l'innovation de l'Université panafricaine* (PAU-STI) dont le Japon constitue le principal partenaire. L'institut PAU-STI fonctionne avec succès depuis son lancement et propose des programmes de deuxième et troisième cycles aux bases solides en recherche et en formation à l'Université de JKUAT. La première promotion du nouveau Master en Sciences (MSc) qui comptait 55 étudiants est sortie en 2014. En juin 2018, l'Institut a décerné des diplômes à 14 doctorants et à 32 ans étudiants en MSc.

Un étudiant de l'Institut PAU-STI expliquant son projet de recherche novateur

2-4-2 Projet de développement industriel à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique

La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle clé dans le renforcement de la résilience de l'industrie et de l'agriculture face à la menace croissante de pénurie d'eau et aux conditions météorologiques extrêmes. Le *projet de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en faveur d'un développement industriel à faible émission de carbone et résilient au changement climatique* aide les entreprises dans les pays africains, notamment l'Égypte, le Sénégal et l'Afrique du Sud, à évaluer les vulnérabilités de leurs chaînes de production, à adopter les technologies appropriées pour renforcer la résilience climatique et à créer des produits à plus forte valeur ajoutée et à faible consommation en énergie et en ressources. Les partenaires commerciaux font la démonstration des avantages de l'adoption de mesures d'adaptation au climat pour améliorer les processus de fabrication tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Des sociétés partenaires africaines se sont rendues au Japon en juin 2018 pour participer au salon international des machines et technologies agro-alimentaires FOOMA JAPAN.

Visite de l'usine de Meiwa Co., Ltd. pendant la tournée au Japon

2.5 Développement énergétique et accès à l'énergie

Rendre l'énergie plus accessible et plus abordable est un enjeu vital sur lequel la TICAD concentre ses efforts. L'accès à une énergie renouvelable à faible coût est essentiel pour améliorer les moyens de subsistance et accroître la compétitivité des entreprises africaines.

2-5-1 Power Africa

Power Africa est une initiative du Gouvernement des États-Unis visant à doubler l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne, en utilisant une approche de partenariat pour atteindre ses objectifs de fournir 30 000 mégawatts par de nouvelles capacités de production et 60 millions de nouvelles connexions électriques d'ici 2030. À ce jour, Power Africa a contribué au bouclage financier de 96 projets, totalisant une fourniture de plus de 7 800 mégawatts et près de 12 millions de connexions électriques. Power Africa regroupe 12 agences gouvernementales américaines, 140 entreprises privées et 17 partenaires de développement, dont le Japon. Un accord de financement de 408 millions de dollars US conclu entre le Japon et le Gouvernement du Kenya assure l'avancement des travaux de la centrale géothermique Olkaria V de 158 mégawatts, qui a été mise en chantier en avril 2017 et devrait être raccordée au réseau national en 2019. Lancé en 2018, le projet Power Africa 2.0 devrait mettre l'accent sur les infrastructures de transport et renforcer les services publics.

Une travailleuse à la centrale géothermique d'Olkaria V – Réseau « Women in African Power » (WiAP) de *Power Africa*

2-5-2 Plates-formes multifonctionnelles (PTFM)

La plupart des ménages ruraux des pays africains sont tributaires de sources d'énergie coûteuses et peu fiables, telles que le bois, le kérosène et les piles. Au Mali, environ 78 % des besoins énergétiques des ménages dépendent de la biomasse, ce qui entraîne une dégradation considérable de l'environnement. Le PNUD soutient les *plateformes multifonctionnelles* (PTFM) depuis les années 1990 pour aider à réduire la pauvreté chez les femmes rurales au Mali. Le projet stratégique PNUD-Japon au Sahel encourage l'utilisation de la PTFM basée sur les énergies renouvelables. L'installation de la toute première PTFM solaire au Mali en 2017 a permis à plus de 16 000 femmes d'accroître leur production agricole et leurs revenus. L'appui du PNUD aux énergies renouvelables a été étendu à 34 pays, dont le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale et la République centrafricaine.

Bénéficiaires au Mali

Section 3 : Société saine, durable et stable pour la sécurité humaine

Cette section passe en revue les progrès réalisés en présentant certaines initiatives liées aux piliers des TICAD V et VI concernant les efforts pour une société saine, durable et stable pour la sécurité humaine. S'appuyant sur les objectifs énoncés dans le Programme 2030 et dans l'Agenda 2063, la TICAD a souligné que le développement humain exigeait des systèmes de santé résilients pour la mise en place de la couverture sanitaire universelle (CSU), au même titre que l'éducation et l'acquisition des compétences, en particulier chez les jeunes et les femmes. Reconnaissant en outre que la paix et la stabilité sociale étaient essentielles pour promouvoir le développement durable, la TICAD s'est attelée aux défis liés notamment aux questions de développement urbain, de changement climatique, de réduction et de gestion des risques de catastrophe, ainsi que de gouvernance et d'État de droit.

3.1 Systèmes de santé résilients rendus possibles par la fourniture de la CSU et de services de qualité

La TICAD VI souligne l'importance de promouvoir des systèmes de santé résilients pour une couverture sanitaire universelle et une réponse appropriée aux crises de santé publique.

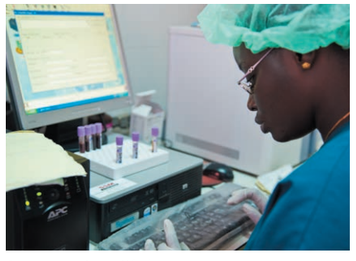
3-1-1 Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies

Les *Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies* (CACM) ont pour but de promouvoir et de soutenir des systèmes de santé résilients au niveau national, régional et continental. Entre octobre 2017 et janvier 2018, le CACM a travaillé de concert avec les États membres pour mettre en œuvre le projet ECHO (Extension des résultats aux soins de santé communautaires) et créer une Équipe d'intervention rapide (EIR) pour répondre aux épidémies. ECHO est un projet innovant et révolutionnaire conçu pour aider les pays africains à renforcer la surveillance des maladies, le partage des données, l'alerte rapide et la réponse aux événements de santé publique. Il opère déjà en Afrique orientale, australe et centrale. Des Équipes d'intervention rapide sélectionnées parmi plus d'une trentaine d'États membres de l'Unité africaine ont été formées et sont maintenant prêtes à répondre aux crises de santé publique sur l'ensemble du continent.

Campagne d'information de santé publique en République démocratique du Congo pendant l'épidémie d'Ebola

3-1-2 Promotion de la couverture sanitaire universelle (CSU) en Afrique

Des systèmes de santé renforcés sont essentiels à la réalisation de la *couverture sanitaire universelle* (CSU) dans les pays d'Afrique. La Banque mondiale fait la promotion de la CSU à travers des projets nationaux et régionaux conjointement menés avec les gouvernements des pays africains concernés et d'autres partenaires de développement. Des projets de ce type sont en cours au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Sénégal et en Tanzanie, qui visent à renforcer les systèmes de santé par des mesures telles que l'accroissement du financement ou l'amélioration des services de soins de santé primaires et communautaires et de la gestion du système de santé. Ces efforts sont également essentiels pour prévenir et gérer les flambées de maladies infectieuses. La Banque mondiale encourage également la sécurité sanitaire au plan régional par le biais de différents projets tels que le projet d'intervention d'urgence contre la fièvre Ebola (Ebola Emergency Response Project), le réseau des laboratoires de santé publique de l'Afrique de l'Est (East Africa Public Health Laboratory Network) et les projets de surveillance de la maladie et riposte en Afrique de l'Ouest (Disease Surveillance and Response projects in West Africa). Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) œuvre pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, qui constituent un élément important de la couverture sanitaire universelle, en faveur des jeunes en Afrique, dans les



Analyse sanitaire, Sénégal

Clinique de santé, Tanzanie

Session d'ouverture de l'événement de haut niveau, Forum de la CSU 2017 (crédit photo le Bureau des Relations Publiques du Cabinet du Japon)

dispensaires, les camps de réfugiés, les écoles de sages-femmes et les marchés villageois.

Pour accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle, notamment en Afrique, le Forum de la CSU 2017 s'est tenu à Tokyo en décembre 2017, organisé conjointement par le Gouvernement du Japon, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF, la CSU2030 et la JICA. Plus de 600 participants de 61 pays, dont 19 pays africains ont pris part à l'événement. La « Déclaration de Tokyo sur la CSU » a souligné la contribution de la CSU à l'élimination de la pauvreté et à l'équité sociale en protégeant les populations contre le risque de dépenses de santé catastrophiques et en améliorant l'état de préparation nationale pour faire face aux crises sanitaires.

3.2 Développement humain et éducation, y compris l'autonomisation des jeunes et des femmes

La TICAD reconnaît l'importance du capital humain pour la réalisation d'une croissance et d'un développement inclusifs sur le continent. Une éducation et des compétences de haute qualité sont nécessaires pour l'économie du XXIe siècle.

3-2-1 Label Égalité des sexes

Le Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 portant sur l'accélération des progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique, lancé par le PNUD en marge de la TICAD VI, indique que l'Afrique perd quelque 95 milliards de dollars US de son PIB par an en raison des inégalités entre hommes et femmes à l'échelle du continent. La mise en œuvre du *label Égalité des sexes* (GES) était l'une des recommandations du rapport en matière de politique. En 2016, l'Ouganda est devenu le premier pays africain à faire adhérer le secteur privé au programme de certification du label Égalité des sexes. Le niveau des inégalités de revenus salariaux entre hommes et femmes est inacceptable en Ouganda, où il représente 41 %, soit le double de la moyenne mondiale. À ce jour, 27 autres sociétés ougandaises ont adopté le label Égalité des sexes et 40 entreprises ougandaises se sont engagées à mettre fin à la disparité entre les genres au travail.

3-2-2 Éducation et autonomisation des jeunes dans les communautés ethniques minoritaires et marginalisées en milieu rural

L'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire (ADRA) au Japon s'est engagée dans le domaine de l'éducation et de l'autonomisation des jeunes des communautés rurales ethniques minoritaires et marginalisées du Zimbabwe. En partenariat avec le Gouvernement du Zimbabwe, ADRA Japon a construit des salles de classe, des pavillons pour enseignants et des latrines, formé des comités de gestion scolaire grâce à des subventions du Gouvernement japonais et contribué à la mise en place d'activités génératrices de revenus alternatifs pour les écoles à partir de l'apiculture en fournissant les matériaux et l'assistance technique nécessaires. En outre, ADRA Japan touche une centaine d'enfants et de jeunes non scolarisés dans la communauté en leur offrant des cours informels leur permettant de développer les compétences requises pour pratiquer l'apiculture et pour gagner leur vie. La première récolte et les ventes de miel ont eu lieu courant 2018. S'appuyant sur les réalisations du projet zimbabwéen, ADRA Japon a appliqué cette approche à son projet de secours aux réfugiés en Éthiopie.

Salle de classe d'une communauté zimbabwéenne (crédit photo ADRA Japon)

3-2-3 Initiative ABE

Depuis sa création en 2013, l'*African Business Education Initiative for Youth* (Initiative de l'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes africains) dite Initiative ABE a donné la possibilité à quelque 1 100 jeunes africains de suivre un cursus de maîtrise débouchant sur des stages en entreprise au Japon. Jusqu'à ce jour, plus de 400 d'entre eux sont allés au terme du programme. L'initiative vise à contribuer à la formation des ressources humaines nécessaires au développement du secteur industriel et du monde des affaires en Afrique. Elle devrait également permettre aux participants de guider les entreprises japonaises qui souhaitent proposer des stages en Afrique. Outre l'expérience professionnelle qu'elle permet aux stagiaires d'acquérir, l'Initiative ABE favorise de cette façon la diffusion des technologies. Parmi ces jeunes diplômés, environ 20 % ont décroché des emplois dans des entreprises japonaises opérant en Afrique, près de 60 % ont réintégré leur organisation d'attache et les quelque 20 % restants ont créé leur propre activité. Par exemple, un participant de Tanzanie a développé dans le cadre de son stage en entreprise une application de téléphonie mobile pour localiser les bus publics dans la capitale de la Tanzanie. Il a ensuite aidé la société japonaise en question, qui n'a jamais fait des affaires à l'extérieur du Japon, à présenter l'application à une société tanzanienne pour fournir de meilleurs services aux usagers des bus publics.

Bureaux de Studio Canbe à Osaka

3-2-4 Événements relatifs aux défis liés au développement de la jeunesse et à l'autonomisation des femmes

Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a organisé des événements et des plates-formes de plaidoyer impliquant des jeunes et des femmes. En collaboration avec différents partenaires, une session de discussion régionale sur l'Afrique s'est tenue lors du septième Forum de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC), qui s'est déroulé au Siège des Nations Unies, à New York, en janvier 2018. La session qui avait pour thème « Le rôle de la jeunesse africaine dans la lutte contre la corruption : une voie durable vers des communautés urbaines et rurales résilientes » a permis de débattre des défis auxquels sont confrontés les jeunes et du rôle qu'ils peuvent jouer pour combattre la corruption. De même, en marge de la 62ème session de la Commission de la condition de la femme qui a eu lieu au Siège des Nations Unies en mars 2018, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et ses partenaires ont co-organisé un évènement parallèle ayant pour thème : « Décennie des femmes africaines : intensifier l'action pour et avec les femmes rurales jusqu'en 2020 ». L'événement a fourni une plate-forme pour mettre en lumière les réalisations et identifier les lacunes et les défis en vue d'accélérer la mise en œuvre de la Décennie des femmes africaines.

62ème session de la Commission de la condition de la femme au Siège des Nations Unies

3.3 Développement urbain et villes propres et durables

La TICAD apporte son appui à l'Afrique, la région la plus urbanisée du monde, confrontée à d'immenses défis pour l'aménagement urbain efficace, le développement des infrastructures, la création d'emplois et la gestion des villes.

3-3-1 Plate-forme africaine des villes propres

La mise en place d'un système de gestion des déchets inclusif et durable est une question urgente dans l'urbanisation rapide de l'Afrique. Fondée par le Programme des Nations Unies pour les établissement humains (ONU-Habitat) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en collaboration avec le ministère de l'Environnement du Japon, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la ville de Yokohama, la *Plate-forme africaine des villes propres* offre aux villes et pays africains des opportunités de partage des connaissances et des formations ayant trait aux systèmes de gestion intégrée des déchets solides, ainsi que des possibilités de développement des capacités pour la surveillance des indicateurs liés aux Objectifs de développement durable (ODD) relatifs aux déchets. La Plate-forme africaine des villes propres a été créée à Maputo, au Mozambique en avril 2017 et compte actuellement des membres dans 32 pays et 61 villes d'Afrique. Sa première réunion annuelle s'est tenue à Rabat, au Maroc, en juin 2018 durant laquelle quinze de ses pays membres ont convenu de développer une proposition de projet concrète sur la gestion intégrée des déchets solides.

Visite des installations d'élimination des déchets lors de la 1ère réunion annuelle de la Plate-forme africaine des villes propres

3-3-2 Manifestation de haut niveau ayant pour thème « Soutenir la mise en œuvre effective du Nouveau Programme pour les villes par la création d'emplois urbains et le développement de l'entrepreneuriat en Afrique »

Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a organisé un événement parallèle de haut niveau en marge du neuvième Forum urbain mondial qui s'est tenu en février 2018 en Malaisie, ayant pour thème : « Soutenir la mise en œuvre effective du *Nouveau Programme pour les villes* par la création d'emplois urbains et le développement de l'entrepreneuriat en Afrique ». L'événement a rassemblé différentes parties prenantes africaines sur l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois dans les villes du

Forum urbain mondial

continent, dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes en Afrique, conformément à l'Agenda 2063 et au Programme 2030. L'événement donné lieu à l'identification de stratégies permettant aux acteurs concernés d'exploiter le potentiel du Nouveau Programme pour les villes en vue d'éradiquer la pauvreté et de tirer parti du dividende urbain et démographique tout en abordant les problèmes de capacités de production, le chômage des jeunes, les inégalités, le déficit d'infrastructures et la planification urbaine.

3.4 Réponse aux défis du changement climatique, réduction et gestion des risques de catastrophe

Prenant toute la mesure de l'impact du changement climatique tel que la variabilité accrue des conditions météorologiques, la sécheresse et les inondations en Afrique, le processus de la TICAD contribue à renforcer la résilience et à gérer le changement climatique sur le continent.

3-4-1 Aborder le lien entre changement climatique et migration et ses implications pour la paix et la sécurité en Afrique

Légende photo : « Semaine de l'Afrique 2017 » au Siège des Nations Unies

Au cours de la « Semaine de l'Afrique 2017 » à New York, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a co-organisé un événement de haut niveau ayant pour thème : « Aborder le lien entre changement climatique et migration et ses implications pour la paix et la sécurité en Afrique ». L'événement a fourni une plateforme pour accroître la prise de conscience mondiale et la compréhension du lien entre le changement climatique, la migration et les conflits en Afrique. Des recommandations clés ont été mises en avant, telles que les initiatives transfrontalières sensibles au conflit, le développement d'un système d'alerte rapide et le renforcement des programmes de redressement des terres, autant d'initiatives qui devraient toutes être guidées et pilotées par les communautés locales.

3-4-2 Renforcement de la gestion des risques de catastrophes dans un climat en proie aux changements en Afrique de l'Ouest

Afin de renforcer la gestion des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) en étroite coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le soutien financier du Gouvernement du Japon, a renforcé les capacités des principales parties prenantes en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone afin de leur permettre de rassembler et d'utiliser les informations sur les données de pertes dans les évaluations des risques et d'élaborer des plans d'action alignés sur le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. Les évaluations des risques et les plans d'action ont pleinement intégré les considérations relatives au changement climatique et se sont concentrés sur le renforcement de la résilience des systèmes de santé. Le projet a activement mobilisé les différents ministères concernés pour assurer une approche pangouvernementale de la gestion des risques de catastrophe. Divers groupes de parties prenantes ont également été sollicités pour favoriser une approche pleinement intégrée de toutes les composantes de la société. Les groupes de jeunes et de femmes ont notamment contribué à la diffusion des connaissances et des bonnes pratiques, faisant de la réduction des risques de catastrophe une priorité commune de l'ensemble des citoyens.

Intégrer la gestion de la santé et des risques de catastrophe dans les pays touchés par le virus Ebola

3.5 Paix, stabilité et État de droit

La TICAD accorde une importance capitale à la paix, à la stabilité et à l'État de droit comme conditions préalables au développement durable et inclusif.

3-5-1 Programme régional pour la prévention de l'extrémisme violent

Les TICAD V et VI ont reconnu que l'extrémisme violent était devenu un problème majeur de développement dans certains pays, ayant entraîné quelque 33 300 décès entre 2011 et 2016, ainsi que d'importants déplacements de populations et la perte de leurs moyens de subsistance. L'extrémisme violent a également imposé un fardeau économique supplémentaire aux pays touchés. Depuis 2016, le PNUD soutient des projets régionaux de prévention de l'extrémisme violent visant à lutter contre ses causes profondes, en collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le G5 Sahel et la Commission du bassin du lac Tchad.

Suite à l'adoption de la stratégie de prévention de l'extrémisme violent de l'IGAD en 2017, le Soudan et la Somalie ont aligné et harmonisé leurs stratégies de lutte contre le terrorisme. En partenariat avec le secrétariat permanent du G5 Sahel, 542 agents frontaliers au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad ont été formés pour améliorer la gestion et la sécurité des frontières. Dans la région du bassin du lac Tchad, 480 personnes déplacées touchées par l'insurrection de Boko Haram ont reçu des subventions au Nigéria.

Sur la base de ces réalisations régionales, les initiatives nationales sont essentielles pour aborder le lien entre sécurité et développement de manière intégrée. En partenariat avec le Japon, le PNUD met actuellement en œuvre des projets visant à renforcer la sécurité humaine au Cameroun, en Éthiopie et en Ouganda.

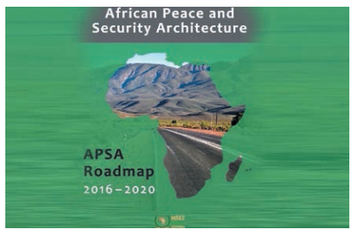
Renforcement de la résilience des organisations confessionnelles en Tanzanie (crédit photo Faith Associates)

3-5-2 Feuille de route principale sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020 / Force africaine en attente (FAA)

Dans le cadre du processus de mise en œuvre de la *Feuille de route principale de l'Union africaine sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020*, une réunion sur les flux illicites et le financement des armes en Afrique a eu lieu en mai 2018 pour échanger les points de vue sur les efforts déployés par l'Afrique en faveur de la paix et de la sécurité globales et sur les moyens par lesquels la communauté internationale pourrait y contribuer.

L'Union africaine et les communautés économiques régionales (CER) et mécanismes régionaux mettent en œuvre conjointement la Feuille de route de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) (2016-2020). À cet égard, la Commission de l'Union africaine (CUA) a facilité la vérification, la confirmation et la validation des capacités promises de la *Force africaine en attente* (FSA).

De plus, la CUA facilite actuellement un processus visant à développer la doctrine de l'Unité africaine dans les opérations de soutien à la paix (OSP) et le concept de Force africaine en attente (FAA). Le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) organise également des formations sur les approches de sécurité humaine et sur le développement et le renforcement des capacités nationales de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.



Faire taire les armes à feu: mettre fin à la prolifération des armes illicites en Afrique (crédit photo ONU)

Section 4 :
Renforcement de la connectivité en Afrique et ailleurs

L'amélioration de la connectivité au niveau national, régional et continental présente de nombreux avantages, du fait qu'elle permet de relier les personnes, de faciliter l'accès à l'information et aux interactions et de favoriser le développement. Cette section passe en revue les progrès récents dans le renforcement de la connectivité en Afrique et ailleurs, sous divers aspects.

4.1 Connectivité physique, y compris via une infrastructure de qualité

La TICAD insiste sur la nécessité d'améliorer la connectivité physique sur le continent, notamment grâce à une infrastructure de qualité et à la participation du secteur privé.

4-1-1 Initiative de l'assistance renforcée au secteur privé (EPSA) pour l'Afrique

Réalisation des travaux sur la route de Kagitumba-Kayonza-Rusumo à l'est du Rwanda

L'*Initiative de l'assistance renforcée au secteur privé* (EPSA) est un programme novateur, à multiples composantes, appuyé par plusieurs donateurs et visant à la mobilisation des ressources pour appuyer l'implantation de la Stratégie du secteur privé de la Banque africaine de développement (BAD) et son implication dans des projets d'infrastructure tels que les routes, les chemins de fer, l'aviation, les technologies de l'information et des communications (TIC) et le développement urbain.

Depuis 2005, le Gouvernement du Japon a versé plus de 3 milliards de dollars US au titre de l'initiative EPSA pour l'Afrique. La troisième phase de l'initiative EPSA a été annoncée lors de la TICAD VI avec un engagement conjoint d'environ 3 milliards de dollars sur 3 ans (2017-2019). Au 30 juin 2018, 24 projets souverains ont été cofinancés, 51 projets non souverains ont bénéficié d'un financement par le biais de 7 prêts non souverains et 83 subventions d'assistance technique ont été approuvées. De plus, la JICA collabore avec la BAD sur le projet d'amélioration de la route Gounghin – Fada N'Gourma au Burkina Faso et sur la réhabilitation et l'élargissement de la route de Kagitumba-Kayonza-Rusumo à l'est du Rwanda.

4-1-2 Innovations pour le développement des infrastructures et la promotion de l'industrialisation durable

Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a co-organisé avec les partenaires de développement internationaux une réunion régionale ayant pour thème « Innovations pour le développement des infrastructures et la promotion de l'industrialisation durable », qui s'est déroulée en mars 2017, à Dakar, au Sénégal.

La réunion a invité les pays à renforcer et à développer des approches innovantes pour construire des réseaux d'infrastructure et promouvoir l'industrialisation et l'innovation en Afrique. Elle a également réitéré l'importance des infrastructures, particulièrement en relation avec l'énergie, y compris les énergies renouvelables, l'industrialisation durable, le soutien aux MPME, la création de partenariats public-privé, la mobilisation de ressources notamment la disponibilité de financements à long terme et le renforcement des capacités pour mettre un terme aux flux financiers illicites.

« Innovations pour le développement des infrastructures et la promotion de l'industrialisation durable », Dakar, Sénégal

4.2 Connectivité numérique à travers l'usage des TIC

Comme cela avait été confirmé lors de la TICAD VI, plusieurs efforts sont en cours pour promouvoir l'inclusion sociale et l'accès aux services par le biais de la connectivité numérique.

4-2-1 Identification pour le Développement (ID4D)

Environ 40 % de l'Afrique subsaharienne, soit près de 502 millions de personnes n'ont pas de preuve d'identité officielle et rencontrent des obstacles importants pour accéder aux services essentiels et pour devenir des membres à part entière de la société. L'identification légale bénéficie d'un soutien croissant parmi les gouvernants et les gouvernés, qui la reconnaissent comme un droit fondamental et comme un moyen d'améliorer l'efficacité des systèmes gouvernementaux, de faciliter l'accès aux services, d'autonomiser les femmes et de renforcer l'inclusion sociale. Le programme *Identification pour le Développement* (ID4D) de la Banque mondiale a facilité l'évaluation des systèmes d'identité nationaux dans 23 pays d'Afrique, avec des recommandations sur les actions à mener. Le programme fournit également une assistance technique à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour promouvoir la reconnaissance mutuelle des cartes d'identité nationales aux fins de l'intégration régionale. Il permet également de développer des systèmes inclusifs d'identification de base, qui offrent une reconnaissance mutuelle et un accès aux services dans dix pays de la CEDEAO. Le programme est soutenu par d'autres partenaires de développement, notamment l'UE, la Banque africaine de développement, la France et la Belgique, et travaille avec des agences des Nations Unies.

Identification à la frontière

4.3 Connectivité institutionnelle, intra-africaine et internationale

Promue par la TICAD, la connectivité institutionnelle est également un élément clé pour contribuer au développement de l'Afrique.

4-3-1 MoveAfrica / Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA)

L'Agence du NEPAD collabore avec la JICA sur l'initiative *MoveAfrica* pour développer un système de feux tricolores, qui est un outil pour améliorer la capacité du continent à prendre en charge la circulation des biens et des services le long des corridors. Dans la phase initiale, le système de feux de circulation a été déployé sur des postes frontaliers sélectionnés le long du corridor nord-sud de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). En janvier 2018, la mission du NEPAD a participé au séminaire international organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sur le plan directeur d'un important projet de développement de corridors, l'Anneau de croissance de l'Afrique de l'Oue*st.* Au cours du séminaire, l'Agence du NEPAD a également partagé ses réalisations et ses conseils avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par le biais d'un mécanisme de prestations des services (SDM) pour aider à créer l'Autorité de gestion du corridor Abidjan-Lagos (ALCoMA).

Projet d'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie-Kenya

4-3-2 Les Postes frontières uniques (OSBP)

Les *Postes frontières uniques* (OSBP) constituent un cadre juridique et institutionnel doté de facilités et de procédures associées permettant de mettre à l'arrêt les biens, les personnes et les véhicules dans une installation unique soumise aux lois régionales et nationales applicables pour quitter un État et entrer dans un État qui lui est immédiatement attenant. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) et la JICA soutiennent les efforts des administrations douanières en matière de facilitation des échanges et de modernisation des douanes en Afrique.

L'Agence du NEPAD a organisé des ateliers en Afrique du Sud et au Rwanda pour présenter la deuxième édition du Guide de référence des postes de frontière unique, lancé lors de la TICAD VI. Lors des ateliers, les États membres ont discuté des questions clés pour développer davantage les OSBP dans les différentes régions et partagé des plans d'action pour promouvoir 2 projets OSBP prioritaires dans chaque pays.

Poste frontière unique à Namanga, au Rwanda

4.4 Connectivité de personne-à-personne dans le tourisme, la culture, le sport et le monde universitaire

La TICAD promeut également la connectivité de personne-à-personne afin de renforcer ses interventions à divers niveaux.

4-4-1 Événement culturel sur le rôle des médias organisé pendant la Semaine africaine 2017

Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a co-organisé avec la CUA, l'Agence du NEPAD, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), la Fédération africaine des journalistes, l'Initiative des médias d'Afrique (AMI) et d'autres partenaires, le Dialogue entre éminents journalistes sur « le rôle des médias dans le développement de l'Afrique, l'autonomisation des femmes et l'Agenda 2063 » qui s'est déroulé à Addis-Abeba en novembre 2017. L'événement a fourni une plateforme aux professionnels des médias en Afrique pour soutenir l'engagement des médias en tant que partenaire clé dans le développement, l'autonomisation des femmes et la promotion de l'Agenda 2063.

Lors de la Semaine de l'Afrique 2017, qui s'est déroulée au mois d'octobre au Siège des Nations Unies, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a co-organisé une réception culturelle destinée à mettre à l'honneur l'éclectisme musical et culinaire du continent par des propositions musicales et culinaires originales qui célèbrent la diversité de la culture africaine dans le but de renforcer le partenariat entre l'Afrique et ses partenaires de développement en vue d'une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063 et du Programme 2030.

« Semaine de l'Afrique 2017 » au Siège des Nations Unies

4-4-2 Mise en réseau entre Afri-Can et CcfA

Le Réseau des citoyens du Japon chargé de la TICAD (Afri-Can), une alliance de plus de 30 organisations de la société civile japonaise, a facilité la collaboration au niveau local entre les OSC japonaises et africaines à travers la Commission civique pour l'Afrique (CCfA), un réseau d'OSC africaines. En 2017, avant la réunion ministérielle du Mozambique, une équipe d'OSC japonaises et africaines a visité les OSC du Mozambique pour leur faire part de l'expérience de la TICAD et a encouragé leur participation à la réunion. Au vu de la consolidation récente des liens économiques entre l'Asie de l'Est et l'Afrique, Afri-Can a coorganisé avec une ONG coréenne travaillant sur l'Afrique un événement en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable à New York afin de discuter de la manière dont les relations entre l'Asie de l'Est et l'Afrique pourraient être approfondies. Afri-Can, en coopération avec les organisations de la société civile partenaires en Afrique, encourage la société civile à faire partie du processus de la TICAD et garantit à celle-ci une valeur ajoutée en tant que forum plurilatéral.

Afri-Can
Japan Citizen's Network for TICAD

CIVIC COMMISSION FOR AFRICA (CCfA)

Membres d'OSC à la Conférence ministérielle de la TICAD en 2017 (crédit photo Afri-Can)

4.5 Coopération Sud-Sud et triangulaire

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, la TICAD sert de plate-forme pour promouvoir la coopération et la collaboration entre les participants à la TICAD, encourageant leurs efforts conjoints en faveur du développement en Afrique.

4-5-1 Coopération Sud-Sud et triangulaire

Par exemple, le Japon et la France recherchent une possibilité de coopération dans les domaines suivants : développement durable, y compris en termes d'infrastructures de qualité, de santé, de maladies infectieuses et de sécurité. Il existe un autre effort de coordination entre le Japon et l'Inde pour améliorer la connectivité en Afrique et dans la région Asie-Pacifique.

Le processus de la TICAD a également souligné l'importance de la coopération Sud-Sud, en particulier pour tirer parti des expériences réussies des pays asiatiques en Afrique. En juin 2018, la JICA a signé un mémorandum de coopération avec l'ONG indienne Pratham Education Foundation et l'institut de recherche mondial Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL), un laboratoire d'action contre la pauvreté, afin d'améliorer les capacités de lecture et d'écriture des enfants en Afrique, notamment au Niger et à Madagascar.

Coopération nippo-indienne à Madagascar

Ministère des Affaires étrangères
2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japon
Tel: +81 (0)3-3580-3311
http://www.mofa.go.jp

Fermières au Burundi
Aude Rossignol / PNUD Burundi

OSAA
Office of the Special Adviser on Africa

UNDP

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP